

Annexe IV : Dotations MIGAC-MERRI

La présente annexe est suivie d'un tableau présentant le lien entre les mesures de la circulaire et la nomenclature des MIG et des catégories de gestion des AC¹. A des fins de lisibilité et de meilleur suivi budgétaire des allocations, il vous est demandé de respecter cette grille lors de l'imputation des dotations dans le système d'information.

I. Nouveaux modèles de financement MIG

1. Les missions finançant la gestion des risques liés à des circonstances exceptionnelles

1.1. La MIG « acquisition et maintenance des moyens zonaux des établissements de santé pour la gestion des risques liés à des circonstances exceptionnelles »

Seuls les matériels et équipements ayant vocation à être utilisés dans une logique zonale ou interrégionale en renfort des équipements déployés en 1er niveau dans les établissements de santé sont concernés par cette mission.

Sont notamment visés :

- Les postes sanitaires mobiles de seconde génération (PSM 2) et les équipements logistiques associés (remorque, tente, lot radio...);
- Les équipements pour la prise en charge des victimes de risques NRBC (respirateurs, unité mobile de décontamination).

| Équipement | Montants par équipement |
|------------------------------|-------------------------|
| PSM 2 complet | 120 000€ |
| PSM 2 sans lot radio | 100 000€ |
| Respirateur | 300€ |
| Unité décontamination mobile | 5 000€ |

1.2. La MIG « missions des établissements de santé de référence » (ESR)

Relèvent d'un financement au titre de cette MIG :

- La rémunération, charges sociales, frais professionnels et avantages en nature des agents mis à disposition auprès des services de l'État ou de ses établissements publics chargés de la prévention et de la gestion des risques liés à des circonstances exceptionnelles ;
- Les actions de formation pour la gestion des situations sanitaires exceptionnelles.

1 Le transfert des crédits « AC » dans le FIR n'a pas impacté les catégories de gestion des AC. Ces catégories sont identiques à celles des années précédentes et demeurent applicables notamment dans le cadre de la contractualisation ARS-Établissements.

Afin de compenser ces charges de personnels assumées par les établissements de santé dits « de référence » un forfait de 270K€ est attribué à chacun de ces établissements (corrigé du coefficient géographique le cas échéant). Concrètement, ce forfait permet le financement d'une équipe de 3 ETP (1ETP de PH estimé à 110 000€, 1 ETP de pharmacien estimé à 100 000€ et 1 ETP de cadre de santé estimé à 60 000€²). S'ajoute à cela pour l'établissement de santé de référence de la zone Sud, 2 ETP supplémentaires (pharmacien et cadre infirmier) qui seront mis à la disposition du centre de formation et d'entraînement dans le domaine NRBC situé à Aix en Provence.

2. Les missions ayant trait à la veille sanitaire

2.1. Les registres à caractère épidémiologique (hors cancer)

A l'instar des délégations opérées par l'InVS sur les crédits État, l'unité d'œuvre de répartition des crédits choisie a été le nombre de cas déclarés pour chaque registre (modèle auquel a été appliqué un coefficient géographique), sur une enveloppe fermée équivalente à celle de 2012.

2.2. Les centres antipoison

L'éligibilité d'un établissement est basée sur l'exercice d'une « réponse téléphonique à l'urgence » (RTU) toxicologique 24H/24 pour les CAP implantés au sein de CHU définis régulièrement par arrêté du ministre en charge de la Santé. Pour 2013, la dotation a été répartie en fonction du nombre de dossiers ouverts suite à ces appels téléphoniques et du nombre de personnes concernées (modèle auquel a été appliqué un coefficient géographique), sur une enveloppe fermée équivalente à celle de 2012.

Pour illustration, ce modèle permet d'attribuer près d'un million d'euros aux établissements déclarant entre 25 000 et 30 000 RTU (soit le montant nécessaire au financement des ETP tel que décrit dans le modèle financier mentionné au guide MIG).

2.3. Les services experts de lutte contre les hépatites virales

Le montant de la dotation correspond essentiellement aux moyens en ressources humaines mobilisées au titre des activités d'élaboration des protocoles, de coordination, de formation et de surveillance épidémiologique, auxquels s'additionnent le cas échéant certains frais de fonctionnement inhérent à tout service expert. Est donc financé un poste d'infirmière coordinatrice.

29 centres sont éligibles. Afin de se rapprocher des charges supportées par les établissements, soit la rémunération d'une infirmière coordinatrice à 50 K€, ainsi que des frais de structures et gestion s'élevant à 30 K€, il a été choisi d'attribuer un forfait de 80 K€ (complété le cas échéant par un coefficient géographique).

3. La MIG AMP

La dotation MIG « Surcoûts cliniques et biologiques de l'AMP, du don d'ovocytes et de spermatozoïdes, de l'accueil d'embryon et de la préservation de la fertilité » comprend comme son nom l'indique plusieurs compartiments.

² Ces montants renvoient aux coûts moyens du corps, auxquels sont soustraits la part équivalente aux gardes et astreintes.

Cette dotation a pour vocation de financer des charges de personnel et d'équipements non couverts par les tarifs d'activité et, dans le cas du don de gamètes, de permettre aux établissements d'assurer le principe de neutralité financière pour les donneurs (article L. 1244-7 du code de la santé publique). Par ailleurs, elle doit être incitative au démarrage d'activité et au développement des structures, afin de couvrir à terme les besoins en dons de gamètes sur l'ensemble du territoire, en particulier en ce qui concerne les ovocytes.

En 2012, des crédits ont été budgétés au titre de la préservation de la fertilité en application de la mesure 21.3 du plan Cancer 2009-2013 (1,5M€) et répartis entre les régions sur la base de données d'activité fournies par l'Agence de la biomédecine.

Pour 2013, des travaux menés en collaboration avec l'Agence de la biomédecine ont permis de modéliser les surcoûts des activités liées au don de gamètes (ovocytes et spermatozoïdes) et à l'accueil d'embryon, activités soumises à autorisation.

La modélisation s'appuie sur des analyses de coûts, ainsi que sur les recommandations du rapport IGAS 2011 sur l'organisation du don d'ovocytes en France. Rappelons que, depuis la campagne 2012, un nouveau GHS de ponction d'ovocytes en vue de don a été individualisé (GHS 4989, GHM 13C16J Prélèvements d'ovocytes, en ambulatoire) et majoré.

Le financement des surcoûts de l'activité de don d'ovocytes par la dotation MIG est fondé sur des niveaux d'activité que les établissements autorisés s'engagent à mettre en œuvre dans leur CPOM. Outre le forfait de démarrage d'activité financé à hauteur de 68 000 € par an, plusieurs niveaux d'activité sont définis :

- le niveau 1, correspondant à une activité contractualisée de 20 à 39 ponctions par an, est financé à hauteur de 106 000 € ;
- le niveau 2, correspondant à une activité contractualisée de 40 à 59 ponctions par an, est financé à hauteur de 214 000 € ;
- le niveau 3, correspondant à une activité contractualisée de 60 à 79 ponctions par an, est financé à hauteur de 275 000 € ;
- le niveau 3+, correspondant à une activité de plus de 80 ponctions par an, est financé à hauteur de 342 000 €.

Pour le don de spermatozoïdes, la dotation est liée à l'activité constatée en nombre de paillettes délivrées (258€ par unité).

Enfin pour l'accueil d'embryons, l'activité est mesurée en nombre de couples receveurs par an ; cette activité étant peu fréquente, trois niveaux forfaitaires ont été définis : 1er niveau : 10 000€ pour une activité de 0 à 9 dons ; 2e niveau : 20 000€ pour une activité de 10 à 19 dons ; 3e niveau 30 000€ pour une activité de plus de 20 dons.

Des travaux complémentaires sont engagés pour permettre de finaliser la modélisation de la dotation MIG concernant les autres surcoûts cliniques et biologiques de l'AMP. Dans l'attente, les enveloppes régionales 2013 sont calculées :

- en application du modèle développé en ce qui concerne les compartiments « don d'ovocytes », « don de sperme » et « accueil d'embryon ». Ces crédits seront délégués en JPE par région, mais le fléchage par établissement n'est établi que de manière indicative ;

- en reconduction des crédits 2012 pour d'une part la préservation de la fertilité et, d'autre part, le solde de la dotation (correspondant à la partie non modélisée à ce jour).

La mise en œuvre par les régions du modèle défini pour les activités de dons est souhaitée dès 2013, étant donné la nécessité de développer ces activités et donc d'inciter et soutenir les établissements autorisés au don de gamètes, en particulier le don d'ovocytes.

4. La MIG relative aux banques de tissus

Le périmètre de la dotation MIG relative aux banques de tissus concerne le surcoût des banques hospitalières et en priorité les tissus non réintégrés dans les GHS, à savoir les os massifs et les vaisseaux.

Les montants versés jusqu'à présent, correspondant à des dotations historiques résiduelles sans lien avec l'activité exercée, ont conduit la DGOS, en collaboration avec l'ABM, à élaborer pour 2013 un nouveau modèle de financement.

Ce modèle vise à soutenir l'activité des banques hospitalières de tissus autorisées par l'ANSM (sur avis de l'ABM) et à les inciter en particulier à développer l'activité de prélèvement de tissus en situation de pénurie (os massifs et artères) par la mise en place d'une organisation permettant d'accompagner et de seconder les équipes chirurgicales lors d'un prélèvement de tissus.

Les dotations sont fondées sur la base de l'activité des banques et comportent :

- Une part structurelle (toutes activités tissus : os massifs, peau, artères, veines, cornées et valves réceptionnés par la banque au cours d'une année), avec un montant évoluant selon le nombre de tissus réceptionnés.
 - banques réceptionnant au moins 1000 tissus (97 765 € par banque)
 - banques réceptionnant entre 100 et 999 tissus (77 765 € par banque)
 - banques réceptionnant moins de 100 tissus (37 765 € par banque)
- Une part à l'activité (en complément de la part structurelle pour inciter au développement du prélèvement de certains tissus : os massifs et artères), avec un montant évoluant selon « les os et artères reçus ».
 - banques réceptionnant au moins 200 tissus (97 765 € par banque)
 - banques réceptionnant entre 100 et 199 tissus (77 765 € par banque)
 - banques réceptionnant moins de 100 tissus (37 765 € par banque) »

5. La MIG espace de réflexion éthique régional et interrégional

La MIG ERERI est une dotation nationale finançant les espaces de réflexion éthique régionaux ou interrégionaux. Cette dotation est prévue par l'arrêté du 4 janvier 2012, sa mise en œuvre est exposée dans l'instruction du 20 mars 2012. Dans le cadre de la 1ère circulaire budgétaire pour 2013, les espaces régionaux disposeront d'une dotation socle moyenne. Les espaces interrégionaux bénéficieront de la dotation socle moyenne augmentée d'une bonification du fait du cadre interrégional. Ces dotations ont été élaborées à partir des informations communiquées par les Agences régionales de santé. Des ajustements seront possibles à partir des évaluations menées par les Agences régionales de santé.

A noter que pour l'Île de France, la dotation de 1,1 M d'euros comprend les 0,4 M d'euros de l'EREMA (Espace National de Réflexion Ethique pour la maladie d'Alzheimer).

6. La MIG relative aux structures d'étude et de traitement de la douleur chronique

Les structures d'étude et de traitement de la douleur chronique (SDC) sont des structures spécialisées dont le cahier des charges a été revu par la DGOS en mai 2011 (INSTRUCTION N°DGOS/PF2/2011/188 du 19 mai 2011 relative à l'identification et au cahier des charges 2011 des structures d'étude et de traitement de la douleur chronique). Sur la base de ce cahier des charges, les ARS ont procédé à une nouvelle labellisation des SDC et une liste nationale des SDC retenues et labellisées a été publiée fin 2012 (<http://www.sante.gouv.fr/la-douleur>). Afin de répondre au plus près aux besoins régionaux, la DGOS a décidé de substituer à l'ancienne répartition historique des dotations MIGAC (issue du retraitement comptable de 2003) un fléchage des dotations par établissement labellisé. Les dotations sont calculées en fonction du nombre de consultations médicales externes réalisées par la SDC, en application du calibrage proposé dans le guide de contractualisation des MIG 2013. Ce fléchage est appliqué dès l'année 2013 sauf pour les 5 régions pour lesquelles l'effet revenu négatif régional (perte de dotation) induit par la nouvelle modélisation est supérieur en valeur absolue à 0,5M€. Pour ces régions et pour les établissements correspondants, l'effet revenu est lissé sur 2 ans. Il s'agit des régions Ile de France, PACA, Centre, Aquitaine et Alsace. Le calibrage et le fléchage par établissement sera appliqué dans sa plénitude à toutes les régions à partir de 2014.

II Évolutions des MERRI

1 La part fixe

Les crédits relatifs à la part fixe sont intégralement délégués au sein de la première circulaire pour un montant total de 386,5 M€. La disparition de la part fixe étant programmée sur 5 ans à partir d'un périmètre figé en 2011, cette part chaque année présente une diminution de 20% du montant d'origine. Cette année, comme en 2012, l'intégralité des 128M€ ainsi prélevés vient abonder la part modulable des MERRI.

2 La part modulable

Tous les établissements de santé qui participent de façon significative aux missions d'enseignement de recherche de référence et d'innovation, peuvent bénéficier de crédits au titre de la part modulable. Afin d'éviter leur dispersion, un seuil minimum de 200k€ par an, issu de la valorisation des indicateurs utilisés, est exigé en 2013. A ce titre sont délégués nationalement 1 271 M€ à 96 établissements de santé.

La part modulable est répartie en fonction des indicateurs suivants :

- pour 57,5% les publications scientifiques
- pour 29% par le nombre d'étudiants accueillis

- pour 5% les essais cliniques promus
- pour 4,5% les inclusions dans les essais promus
- pour 4% les inclusions dans les centres investigateurs

Comme chaque année, les indicateurs servant à évaluer les établissements sont mis à jour avec les données les plus récentes.

3 La part variable

La MERRI relative à l'effort d'expertise des établissements de santé a été créée en 2012 afin de valoriser les compétences sollicitées par la DGOS dans le cadre de ses appels à projets. A ce titre, sont délégués 1,5M€ correspondant aux expertises réalisées dans le cadre des appels à projets 2012. Ce montant vient compléter, au titre de la campagne des appels à projets 2012, les délégations réalisées en 3ème circulaire 2012.

Les crédits relatifs aux centres de recherche clinique (CRC) sont délégués au titre de la troisième année. La part correspondant au renforcement de l'investigation clinique (RIC) est également déléguée au titre de la troisième année.

La MERRI relative aux centres d'investigation clinique (CIC) est redimensionnée afin d'accompagner l'objectif de fusion des CIC multi-modulaires. En 2014, chaque établissement de santé, ou groupement hospitalier pour l'AP-HP, hébergeant un CIC percevra 500k€, ou 750k€ si le CIC est multi-modulaire. Transitoirement, en 2013, l'établissement recevra 375 k€ pour un deuxième module et 250 k€ pour un troisième module.

Pour la MERRI relative aux délégations à la recherche clinique et à l'innovation (DRCI), les indicateurs de résultat sont mis à jour avec les données les plus récentes, conduisant ainsi pour 2013 au financement de 47 établissements sièges de DRCI pour un montant total de 73M€.

Les crédits relatifs à l'emploi de techniciens et d'assistants de recherche clinique pour la réalisation d'essais cliniques en cancérologie (EMRC) sont délégués pour un montant national de 6,6M€. Une enquête d'activité sur les indicateurs d'inclusions est menée annuellement par l'INCA qui doit permettre d'évaluer les effets du renforcement effectué en 2012.

Les dotations relatives aux groupements interrégionaux de recherche clinique et d'innovation (GIRCI), sont déléguées pour les sept inter-régions pour un montant total de 6,9M€.

3,5M€ sont délégués au titre des stages de résident de radiophysiciens.

Les crédits relatifs aux centres de référence SLA (3M€), centres de référence sur l'hémophilie (3,5M€), centres de référence pour la prise en charge des maladies rares (111,6M€) sont délégués. Depuis 2012 la DGOS a engagé des travaux ayant pour objectif de mieux rendre compte des financements alloués aux centres de référence, notamment ceux prenant en charge les patients atteints de maladies rares. **La mise en place, au cours de l'année 2013 des rapports d'activité constituera une première étape préalable.** Par ailleurs, des travaux sont en cours avec les professionnels de la prise en charge de la mucoviscidose afin de mieux faire correspondre les financements alloués à ces centres avec leur activité. Dans l'attente de la conclusion des travaux relatifs à la modélisation de ces crédits, les dotations sont reconduites en première circulaire. Il sera procédé, en fonction de leur avancement, aux ajustements nécessaires en cours de campagne.

Les crédits relatifs aux centres de ressources sur les maladies professionnelles, sont délégués pour un montant total de 8,1M€.

Les crédits relatifs aux centres nationaux de référence (CNR) sont délégués selon le modèle établi en 2012 pour un montant total de 13,4M€.

1,3M€ sont délégués au titre des centres de référence pour les infections ostéo-articulaires (CIOA).

Les crédits relatifs aux centres de référence pour le traitement de l'hypercholestérolémie majeure par épuration extracorporelle, sont délégués pour 409k€.

125,9M€ sont délégués au titre des laboratoires d'oncogénétique, de génétique moléculaire, de cytogénétique et de neurogénétique.

La MERRI relative aux actes de biologie, actes d'anatomocyto-pathologie et actes dentaires non inscrits sur la liste prévue à l'article L.162-1-7 du CSS est déléguée pour un montant total de 254,4M€.

Sont délégués des compléments de crédits relatifs aux médicaments sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) déclarés au titre de 2012. Les établissements ont 1 an, à partir de la date d'administration, pour régulariser dans FICHCOMP les volumes et les montants donnant droit à remboursement.

Au titre du soutien exceptionnel à la recherche clinique et à l'innovation sont délégués :

- la deuxième tranche des six sites de recherche pluridisciplinaire en cancérologie (SIRIC) labélisés en 2012
- la troisième tranche des deux SIRIC labélisés en 2011
- 102 402 € à l'AP-HM au titre de l'administration du système d'information des centres de prise en charge des infections ostéo-articulaires (CIOA)
- La première tranche des crédits pour 7 projets de recherche portant sur la maladie d'Alzheimer, pour un montant de 1 441 935 €
- 819 042 € à l'AP-HP au titre de l'AGEPS
- 200 000 € à l'AP-HP au titre de la prise en charge de patients migrants porteurs de tuberculose multi-résistante en Ile-de-France.

Au titre des appels à projets 2012, les notifications suivantes sont opérées :

- PSTIC : 2ème tranche du projet « REVOLENS »
- PHRIP : modification de l'établissement gestionnaire des fonds pour le projet « ETPRC »
- PRTK : modification de l'établissement gestionnaire des fonds pour le projet « FLIC »

III Les crédits relatifs aux centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal

La dotation MERRI pour les centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal (CPDPN) définie en première et deuxième circulaires 2012 est reconduite au niveau régional en première circulaire 2013, à l'exception des crédits alloués à des centres non autorisés.

IV. Conséquences des revues de projets sur l'investissement hospitalier

Le principe pour les annuités AC ou DAF des projets d'investissement « système d'information » est une intégration en base pour une durée 5 ans. Lors de la sixième année, les crédits doivent en conséquence être retirés du budget des établissements, l'opération ayant trouvé son financement.

C'est pourquoi, il est donc procédé à un débasage des crédits AC (-1,80 M€) et DAF (-0,23 M€) des projets « Système d'informations » relevant du plan « Hôpital 2012 » alloués en 2008. Le rythme des futurs débasages suivra celui des délégations de crédits aux ARS.

Un tableau détaillant par projet les débasages de chaque région vous sera adressé dans les semaines à venir.

V Le volet SI de la certification des comptes des établissements publics de santé

La certification des comptes des établissements publics de santé sera engagée en 2014.

A ce titre, les établissements doivent se préparer à répondre aux exigences de contrôle interne ou d'auditabilité des systèmes d'information. En effet, les certificateurs s'appuient sur la qualité du contrôle interne, notamment des SI concourant à l'élaboration de l'information comptable et financière et pourront examiner la fiabilité des applications informatiques utilisées et les éléments d'organisation et de contrôle sur lesquels s'appuie le SI (organisation de la DSI, contrôles généraux mise en place...).

Afin de les aider à lancer leurs travaux d'auditabilité du SI, la DGOS a conduit un groupe de travail dédié qui a abouti à la publication en février 2013 d'un guide méthodologique pratique à destination des directeurs des SI des établissements pour les aider à se préparer et identifier les travaux à mettre en œuvre.

Un accompagnement financier est déployé dès 2013. Il a pour objectif de fournir une aide aux établissements qui doivent mettre en œuvre le guide d'auditabilité des SI dans les trois années dans le cadre de leur certification. Les travaux concernés portent sur la mise en œuvre du guide et des fiches pratiques et plus précisément :

- Documentation du SI (politique de sécurité, gestion et suivi des projets, organisation de la fonction SI dans l'établissement, documentation du SI)
- Fiabilisation du SI (Sécurité de l'accès au programme et aux données, exploitation informatique (sauvegardes, etc), plan de reprise d'activité)
- Mise à niveau du SI (remplacement d'applications qui ne rempliraient pas les conditions de sécurité nécessaires, fiabilisation des interfaces).

Les établissements devront indiquer dans l'oSIS (observatoire des SI) fin 2013 les actions mises en œuvre et travaux réalisés.

13 millions d'euros sont ainsi consacrés au projet d'auditabilité des SI :

- o 11 922.06 k€ en première circulaire, répartis entre les 153 établissements de santé dont les produits du CRPP sont supérieurs à 100 millions d'euros soit 77 922 euros par établissement ;
- o 1 077.94 k€ en seconde ou troisième circulaire, répartis entre les établissements de santé qui entreront dans la certification au titre de leurs

comptes de l'exercice 2014 et qui doivent conduire les travaux très rapidement.

VI Les coopérations internationales

Les crédits sont destinés à financer deux types de mesures :

- Des coopérations institutionnelles engagées à l'initiative des services centraux en application d'engagements ministériels avec la Chine pour 209K€, avec la Russie pour 30 K€, avec le Brésil pour 20 K€.

En application d'engagements internationaux la coopération en matière de sécurité des soins, 150 K € sont alloués à des établissements de santé jumelés avec des partenaires africains.

50 K € sont alloués à la coopération hospitalière engagée dans le cadre de l'Union pour la méditerranée.

D'autres engagements et accords internationaux feront l'objet de dotations dans une circulaire ultérieure.

- Des coopérations hospitalières initiées par les établissements en 2012 et poursuivies en 2013 dans le cadre d'un appel à projet en cours pour un premier montant de 225 K€.

Un complément d'attribution sera effectué à l'occasion d'une prochaine circulaire budgétaire.

Le tableau fait le point sur les modalités de délégations des dotations finançant les MIG (intégration dans le FIR, fléchage indicatif ou impératif).

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

Peuvent être pris en charge au titre des missions mentionnées au 1° de l'article D. 162-6 du code de la sécurité sociale les missions générales d'enseignement, de recherche, de référence, d'innovation et de recours faisant l'objet d'un financement forfaitaire, les structures, programmes, actions ainsi que les actes et produits suivants :

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|-----|-----|-----|------------------------|
| A01 | Le financement des charges fixes des missions générales d'enseignement, de recherche, de référence, d'innovation et de recours (dite part fixe) | 2008 | Non | oui | non | oui | non | Modélisation nationale |
| B01 | Le financement des charges modulables des missions générales d'enseignement, de recherche, de référence, d'innovation et de recours (dite part modulable) | 2008 | Non | oui | non | oui | non | Modélisation nationale |
| C01 | Le financement des activités de recours exceptionnel | 2008 | Non | oui | non | oui | non | Modélisation nationale |

| | | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|
| D | Au titre de la recherche médicale et de l'innovation | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| D01 | Les centres d'investigation clinique (CIC) | 2011 | Non | oui | non | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| D02 | Les centres de recherche clinique (CRC) | 2011 | Non | oui | non | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| D03 | Les délégations à la recherche clinique et à l'innovation (DRCI) | 2011 | Non | oui | non | oui | non | Modélisation nationale |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| D04 | Les centres de ressources biologiques (CRB) | 2011 | Non | oui | non | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| D05 | Les projets de recherche entrant dans le programme hospitalier de recherche clinique national (PHRCN) | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Appels à projets nationaux |
| D06 | Les projets de recherche entrant dans le programme hospitalier de recherche clinique en oncologie (PHRCK) | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Appels à projets nationaux |
| D07 | Les projets de recherche entrant dans le programme hospitalier de recherche clinique interrégional (PHRCI) | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Appels à projets nationaux |
| D08 | Les projets de recherche entrant dans le programme de recherche translationnelle hors oncologie (PRT) | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Appels à projets nationaux |
| D09 | Les programmes de Recherche Translationnelle en Santé (PRTS) | 2013 | Non | oui | non | oui | non | Appels à projets nationaux |
| D10 | Les projets de recherche entrant dans le programme de recherche translationnelle en oncologie (PRTK) | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Appels à projets nationaux |
| D11 | Les projets de recherche entrant dans le programme de recherche sur la performance du système de soins (PREPS) | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Appels à projets nationaux |
| D12 | Les projets de recherche entrant dans le programme hospitalier de recherche infirmière et paramédicale (PHRIP) | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Appels à projets nationaux |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|---|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|--|
| D13 | Les contrats hospitaliers de recherche translationnelle (CHRT) | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Appels à projets nationaux |
| D14 | Le programme de soutien aux techniques innovantes (PSTI) | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Appels à projets nationaux |
| D15 | Le programme de soutien aux techniques innovantes en cancérologie (PSTIC) | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Appels à projets nationaux |
| D16 | Les emplois de technicien et d'assistant de recherche clinique pour la réalisation d'essais cliniques dans les services de soins prévus dans le cadre de la politique nationale de lutte contre le cancer | 2005 | Non | oui | non | oui | non | Appels à projets nationaux |
| D17 | Les groupements interrégionaux de recherche clinique et d'innovation | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| D18 | Les tumorothèques | 2013 | Non | oui | non | oui | non | Appels à projets nationaux |
| D19 | L'effort d'expertise des établissements de santé | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Modélisation nationale |
| D20 | Le soutien exceptionnel à la recherche clinique | 2011 | Non | oui | non | oui | non | Modélisation nationale |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|
| E | Au titre des missions d'enseignement et de formation des personnels médicaux et paramédicaux | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|-----|-----|----------------|--|
| E01 | Les stages de résidents de radiophysiciens prévus dans le cadre de la politique nationale de lutte contre le cancer | 2005 | Non | oui | non | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| E02 | Le financement de la rémunération des internes en médecine, pharmacie et en odontologie | 2011 | Non | oui | non | non | non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |

| | | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|
| F | Au titre des missions de recherche, d'enseignement, de formation, d'expertise, de coordination et d'évaluation des soins relatifs à certaines pathologies ainsi que des activités hautement spécialisées | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| F01 | Les centres mémoires de ressources et de recherche | 2005 | Non | oui | oui | oui | oui | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
|-----|--|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| F02 | Les comités de coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (COREVIH) mentionnés à l'article D. 3121-34 du code de la santé publique | 2007 | Oui | oui | oui | oui | oui | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| F03 | Les centres référents pour les troubles spécifiques d'apprentissage du langage | 2005 | Non | oui | oui | oui | oui | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| F04 | Les centres de référence pour la prise en charge des maladies rares | 2005 | Non | oui | oui | oui | oui | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| F05 | Les centres de référence sur l'hémophilie | 2005 | Non | oui | oui | oui | oui | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| F06 | Les centres de ressources et de compétences sur la mucoviscidose | 2005 | Non | oui | oui | oui | oui | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| F07 | Les centres de référence sur la sclérose latérale amyotrophique (SLA) | 2005 | Non | oui | oui | oui | oui | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| F08 | Les centres de référence sur la mort inattendue du nourrisson | 2005 | Non | oui | oui | oui | oui | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| F09 | Les centres d'implantation cochléaire et du tronc cérébral | 2012 | Non | oui | oui | oui | oui | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| F10 | Les centres de ressources sur les maladies professionnelles (CRMP) | 2005 | Non | oui | oui | oui | oui | Justification par l'activité de l'établissement et sa place |
| F11 | Les services experts de lutte contre les hépatites virales | 2006 | Non | oui | oui | oui | oui | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| F12 | Les centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal (CPDPN) | 2007 | Non | oui | non | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| F13 | Les centres de diagnostic préimplantatoire (CDPI) | 2010 | Non | oui | non | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| F14 | Les centres nationaux de référence pour la lutte contre les maladies transmissibles mentionnés à l'article L. 1413-4 du code de la santé publique | 2005 | Non | oui | non | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| F15 | Les centres de référence pour infections ostéo-articulaires (CIOA) | 2008 | Non | oui | non | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |

| | | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|
| G | Au titre des activités de soins réalisées à des fins expérimentales ou de la dispense des soins non couverts par les nomenclatures ou les tarifs | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|-----|-----|-----|--------------------------|
| G01 | Les laboratoires d'oncogénétique, de génétique moléculaire, de cytogénétique et de neurogénétique | 2005 | Non | oui | non | oui | non | Remboursement de charges |
|-----|---|------|-----|-----|-----|-----|-----|--------------------------|

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| G02 | Les médicaments bénéficiant ou ayant bénéficié d'une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) en attente de leur agrément | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Remboursement de charges |
| G03 | Les actes de biologie , les actes d'anatomo-cytopathologie et les actes dentaires non inscrits sur la liste prévue à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale à l'exception des activités d'hygiène hospitalière et des typages HLA effectués dans le cadre de l'activité de greffe | 2005 | Non | oui | non | oui | non | Remboursement de charges |
| G04 | Les organes artificiels jusqu'à la date de leur inscription sur la liste des produits et prestations remboursables | 2005 | Non | oui | non | oui | non | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
| G05 | Les dispositifs innovants en matière de thérapie cellulaire et tissulaire | 2007 | Non | oui | non | oui | non | Justification par l'activité de l'établissement et sa place |
| G06 | Les centres de référence pour le traitement de l'hypercholestérolémie majeure par épuration extracorporelle | 2005 | Non | oui | oui | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

Peuvent être pris en charge au titre des missions mentionnées au 2° de l'article D. 162-6 les structures, programmes et actions suivants :

| | |
|----------|---|
| H | Au titre des missions de vigilance, de veille épidémiologique, d'évaluation des pratiques et d'expertise |
|----------|---|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|
| H01 | Les observatoires régionaux et interrégionaux des médicaments, des dispositifs médicaux et de l'innovation thérapeutique (OMEDIT) mentionnés à l'article D. 162-16 du code de la sécurité sociale | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| H02 | Les centres de coordination de la lutte contre les infections nosocomiales (CCLIN) mentionnés aux articles 6 et 7 de l'arrêté du 3 août 1992 modifié relatif à l'organisation de la lutte contre les infections nosocomiales | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| H03 | Les antennes régionales de lutte contre les infections nosocomiales (ARLIN) mentionnées dans l'arrêté du 17 mai 2006 relatif aux antennes régionales de lutte contre les infections nosocomiales | 2006 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| H04 | Les centres régionaux de pharmacovigilance et les centres d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance mentionnés aux articles R. 5121-167 et R. 5132-99 du code de la santé publique | 2008 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| H05 | Les coordonnateurs régionaux d'hémovigilance mentionnés aux articles R. 1221-32 à R. 1221-35 du code de la santé publique | 2005 | Non | oui | oui | non | Non applicable | Identification nationale (Labellisation, autorisation, |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|
| | | | | | | | | agrément) |
| H06 | Les centres antipoison mentionnés à l'article L. 6141-4 du code de la santé publique | 2005 | Non | oui | non | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| H07 | Les registres à caractère épidémiologique mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 6 novembre 1995 modifié relatif au Comité national des registres | 2005 | Non | oui | non | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| H08 | Le Centre national de ressources de la douleur | 2006 | Non | oui | oui | non | Non applicable | Structure unique |
| H09 | Le Centre national de ressources pour les soins palliatifs | 2006 | Non | oui | oui | non | Non applicable | Structure unique |
| H10 | l'Observatoire national de la fin de vie | 2010 | Non | oui | oui | non | Non applicable | Structure unique |
| H11 | Les centres de coordination des soins en cancérologie (3C) | 2011 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|---|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|-----------------------------------|
| | | | | | | | | d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
| H12 | Les centres interrégionaux de coordination pour la maladie de Parkinson | 2012 | Non | oui | oui | non | Non applicable | Modélisation nationale |

| | |
|----------|---|
| I | Au titre des missions de formation, de soutien, de coordination et d'évaluation des besoins du patient |
|----------|---|

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|
| I01 | Les équipes hospitalières de liaison en addictologie (EHLA) | 2005 | Oui | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Justification par l'activité de l'établissement et sa place |
| I02 | Les équipes mobiles de gériatrie (EMG) | 2005 | Oui | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
| I03 | Les équipes mobiles de soins palliatifs (EMSP) | 2007 | Oui | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|
| | | | | | | | | DG d'ARS |
| I04 | Les équipes de cancérologie pédiatrique | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| I05 | Les équipes ressources régionales de soins palliatifs pédiatriques | 2012 | Oui | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |

| | | | | | | | | |
|----------|--|--|--|--|--|--|--|--|
| J | Missions de collecte, conservation et distribution des produits d'origine humaine | | | | | | | |
|----------|--|--|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|
| J01 | Les lactariums mentionnés à l'article L. 2323-1 du code de la santé publique | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| J02 | Les surcoûts cliniques et biologiques de l'assistance médicale à la procréation, du don d'ovocytes et de spermatozoïdes, de l'accueil d'embryon et de la préservation de la fertilité | 2012 | Non | oui | oui | oui | oui | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
| J03 | Les prélèvements de tissus lors de prélèvement multi-organes et à cœur arrêté | 2007 | Non | oui | oui | oui | oui | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |

| | | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|
| K | Au titre des dispositifs ayant pour objet de faciliter le maintien des soins de proximité et l'accès à ceux-ci | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|---|
| K01 | Les réseaux de télésanté, notamment la télémédecine | 2005 | Oui | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Justification par l'activité de l'établissement et sa place |
| K02 | La mise à disposition par l'établissement de santé de moyens au bénéfice des centres de préventions et de soins et des maisons médicales mentionnées à l'article L. 162-3 du code de la sécurité sociale | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Justification par l'activité de l'établissement et sa place |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|---|
| K03 | Les unités d'accueil et de soins des patients sourds en langue des signes | 2007 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Justification par l'activité de l'établissement et sa place |
|-----|---|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|---|

| | | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|
| L | Au titre de l'activité de dépistage anonyme et gratuit | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|
| L01 | Les consultations destinées à effectuer la prévention, le dépistage et le diagnostic de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine ou d'autres maladies transmissibles, mentionnées à l'article L. 3121-2 du code de la santé publique | 2005 | Oui | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|

| | | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|
| M | Au titre des missions de prévention et d'éducation pour la santé | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|
| M01 | Les actions de prévention et d'éducation thérapeutique relatives aux maladies chroniques et notamment aux pathologies respiratoires, cardio-vasculaires, à l'insuffisance rénale, au diabète et à l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) | 2006 | Oui | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|

| | | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|
| N | Au titre de la mission de conseil aux équipes hospitalières en matière d'éthique, de bioéthique et de protection des | | | | | | | |
|----------|---|--|--|--|--|--|--|--|

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | |
|--|------------------|
| | personnes |
|--|------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| N01 | les espaces de réflexion éthique régionaux ou interrégionaux (ERERI) | 2005 | Non | oui | oui | oui | oui | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
|-----|--|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|

| | |
|----------|---|
| O | Au titre des missions de veille sanitaire, de prévention et de gestion des risques |
|----------|---|

Au titre de la contribution des établissements de santé à la mise en œuvre des plans blancs élargis

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|---|
| O01 | Les actions de prévention et gestion des risques liés à des circonstances exceptionnelles | 2012 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Justification par l'activité de l'établissement et sa place |
|-----|---|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|---|

Au titre de la contribution des établissements de santé à la mise en œuvre des plans zonaux de mobilisation

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| O02 | La mise en œuvre des missions des établissements de santé de référence mentionnés à l'article R. 3131-10 du code de la santé publique | 2012 | Non | oui | oui | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
|-----|---|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|--|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
| O03 | L'acquisition et la maintenance des moyens zonaux des établissements de santé pour la gestion des risques liés à des circonstances exceptionnelles | 2012 | Non | oui | oui | oui | non | Remboursement de charges |

| | |
|----------|--|
| P | Au titre de l'intervention des équipes pluridisciplinaires pour la prise en charge de certaines pathologies |
|----------|--|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|
| P01 | Les consultations mémoire | 2005 | Oui | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
| P02 | Les consultations hospitalières d'addictologie | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Justification par l'activité de l'établissement et sa place |
| P03 | L'emploi de psychologues ou d'assistantes sociales dans les services de soins prévus par les plans nationaux de santé publique, à l'exception du plan cancer | 2005 | Oui | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|--|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|--|
| P04 | Les structures d'étude et de traitement de la douleur chronique | 2005 | Non | oui | oui | oui | oui | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
| P05 | Les consultations hospitalières de génétique | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
| P06 | La nutrition parentérale à domicile, à l'exception des cas où le patient est pris en charge par une structure d'hospitalisation à domicile | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |
| P07 | Les structures pluridisciplinaires spécialisées dans la prise en charge des adolescents | 2005 | Oui | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
| P08 | Les actions de qualité transversale des pratiques de soins en cancérologie | 2010 | Oui | oui | non | oui | non | Modélisation nationale |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| P09 | La coordination des parcours de soins en cancérologie | 2012 | Non | oui | oui | oui | oui | Modélisation nationale |
| P10 | Les centres experts de la maladie de Parkinson | 2013 | Non | oui | oui | oui | oui | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |

| | | | | | | | | |
|----------|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Q | Au titre de l'aide médicale urgente | | | | | | | |
|----------|--|--|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|
| Q01 | Les services d'aide médicale urgente (SAMU) mentionnés à l'article L. 6112-5 du code de la sécurité sociale, y compris les centres d'enseignement aux soins d'urgence | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
| Q02 | Les services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) mentionnés à l'article R. 6123-10 du code de la santé publique | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|---|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|--|
| Q03 | Les centres nationaux d'appels d'urgence spécifiques : centre de consultations médicales maritimes mentionné à l'arrêté du 10 mai 1995 relatif à la qualification du centre de consultations médicales maritimes de Toulouse comme centre de consultations et d'assistance télémédicale maritimes dans le cadre de l'aide médicale en mer et centre national de relais mentionné à l'arrêté du 1er février 2010 désignant le CHU de Grenoble dans sa mise en œuvre du centre de réception des appels d'urgence passés par les personnes non ou malentendantes | 2012 | Non | oui | oui | oui | oui | Structure unique |
| Q04 | Le transport sanitaire bariatrique | 2012 | Non | oui | oui | oui | oui | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |

Peuvent être prises en charge au titre des missions mentionnées au 3° de l'article D. 162-6 du code de la sécurité sociale les actions suivantes :

| R | Au titre de la participation à la définition et à la mise en œuvre des politiques publiques | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|----------------------------|
| R01 | La contribution aux actions expérimentales et à l'élaboration des outils de régulation, notamment les études nationales de coûts | 2005 | Non | oui | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Appels à projets nationaux |
| R02 | La rémunération, les charges sociales, frais professionnels et avantages en nature des agents mis à disposition auprès des services de l'Etat chargés de la définition et de la mise en œuvre de la politique hospitalière ou de la gestion des crises sanitaires | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Remboursement de charges |

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|--|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
| R03 | La coordination des instances nationales de représentations des directeurs d'établissements hospitaliers et des présidents de commission médicale d'établissements et de conférences médicales mentionnées aux articles L. 6144-1, L. 6161-2 et L. 6161-8 du code de la santé publique | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Remboursement de charges |
| R04 | La rémunération, les charges sociales des personnels mis à disposition auprès des organisations syndicales nationales représentatives des personnels des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Remboursement de charges |
| R05 | Les actions de coopérations internationales en matière hospitalière dans le cadre des politiques de coopération internationale définies par les autorités de l'État | 2005 | Non | oui | oui | oui | oui | Remboursement de charges |
| R06 | La participation à la rémunération des agents bénéficiant des dispositions du décret 97-215 du 10 mars 1997 | 2012 | Non | oui | non | oui | non | Remboursement de charges |

Peuvent être prises en charge au titre des missions mentionnées au 4° de l'article D. 162-6 du code de la sécurité sociale les actions suivantes:

| | |
|----------|--|
| S | Au titre de la permanence des soins |
|----------|--|

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|
| S01 | <p>Peuvent être pris en charge, pour les établissements de santé chargés d'assurer la permanence des soins mentionnée à l'article L. 6112-1 du code de la santé publique et au titre de l'accueil, du suivi de la prise en charge des patients, quel que soit le mode d'entrée de ces patients, uniquement la nuit, pendant le week-end, à l'exception du samedi matin, et les jours fériés :</p> <p>- pour tous les établissements de santé, la rémunération ou l'indemnisation des médecins hors structures d'urgence ;</p> <p>- pour les établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale, la rémunération ou l'indemnisation des médecins exerçant dans une structure d'urgence.</p> | 2009 | Oui | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
|-----|---|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|

Peuvent être prises en charge au titre des missions mentionnées au 1° à 3° de l'article D. 162-7 du code de la sécurité sociale les structures suivantes

| T | Au titre des activités de soins dispensés à des populations spécifiques | | | | | | | |
|---|---|--|--|--|--|--|--|--|
|---|---|--|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|---|
| T01 | Les centres périnataux de proximité (CPP) mentionnés à l'article R. 6123-50 du code de la santé publique | 2005 | Oui | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Justification par l'activité de l'établissement et sa place |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|---|

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|
| T02 | Les unités hospitalières sécurisées interrégionales (UHSI) | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
| T03 | Les unités sanitaires en milieu pénitentiaire (USMP ; ex UCSA) | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
| T04 | Les chambres sécurisées pour détenus | 2005 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |

Peuvent être prises en charge au titre des missions mentionnées au 4° de l'article D. 162-7 du code de la sécurité sociale

| | |
|----------|--|
| U | Au titre de la prise en charge des patients en situation de précarité |
|----------|--|

| | | | | | | | | |
|-----|--|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| U01 | Les dépenses spécifiques liées à la prise en charge des patients en situation de précarité par des équipes hospitalières | 2009 | Non | oui | non | oui | non | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP |
|-----|--|------|-----|-----|-----|-----|-----|--|

| CODE | Libellé de la mission | Année de création ou de transformation (hors modification de libellé) | Intégration dans le FIR : oui/non | JPE oui / non | Si fléchage par région, est-il indicatif ? Oui / non | fléchage par établissement oui/ non | si fléchage par établissement modifiable par la région oui/non | Éligibilité (ou "vecteur") |
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|
|------|-----------------------|---|-----------------------------------|---------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------|

| | | | | | | | | |
|-----|---|------|-----|-----|----------------|----------------|----------------|--|
| | | | | | | | | délivré par le DG d'ARS |
| U02 | Les permanences d'accès aux soins de santé mentionnées à l'article L. 6112-6 du code de la santé publique, dont la prise en charge des patients en situation précaire par des équipes hospitalières à l'extérieur des établissements de santé | 2012 | Non | non | Non applicable | Non applicable | Non applicable | Agrément, autorisation d'activité ou attribution d'une MSP délivré par le DG d'ARS |
| U03 | Les dépenses spécifiques liées à la prise en charge odontologique des patients atteints de pathologies compliquant cette prise en charge dans les centres de soins, d'enseignement et de recherche dentaires | 2011 | Non | oui | non | oui | non | Identification nationale (Labellisation, autorisation, agrément) |